

Délits boursiers : le gouvernement prépare une loi, le débat est lancé

► La justice devait clore, lundi, le procès EADS au motif que les dirigeants et ex-dirigeants du groupe ont été blanchis par l'Autorité des marchés financiers

► L'affaire EADS a relancé le débat sur la double poursuite – administrative et pénale – dans les délits boursiers. Le gouvernement prépare une réforme

► Dans un entretien au « Monde », Gérard Rameix, président de l'AMF, détaille ses propositions pour une future loi sur les délits boursiers

► « Attention à ne pas affaiblir le système actuel », prévient M. Rameix, qui craint que l'exécutif ne soit tenté de privilégier la voie pénale

→ LIRE PAGE 4

« A "Charlie", tout le monde est suivi par un psy »

RENCONTRE

Il faut faire ensemble un bon journal chaque semaine. Le reste, c'est de l'intendance... » Cette devise caricature à peine l'état d'esprit de Riss. Entré au journal en 1992, l'ancien numéro deux de *Charlie Hebdo* en est devenu le directeur après l'attentat du 7 janvier qui a décimé l'équipe. Encore occupé à rééduquer son épouse touchée par balle, escorté de plusieurs policiers, le dessinateur fait face à une contestation de salariés du journal, qui réclament un fonctionnement plus collectif.

Réputé pour la rigidité de son caractère, plus intéressé par le contenu que par les débats juridiques ou économiques, Riss se dit ouvert au dialogue. Mais assume aussi ses choix.

Le symbole le plus récent de la crise à *Charlie Hebdo* est la lettre de convocation à un entretien préalable de licenciement envoyée à la journaliste Zineb El Rhazoui. « Elle n'assure pas les obligations de son contrat de travail de façon satisfaisante. Cela pose des problèmes concrets au fonctionnement de la rédaction », justifie Riss. Des remarques lui ont été faites. J'en ai eu marre. J'ai demandé à notre avocat quoi faire. J'espère que le courrier envoyé remettra les choses sur les rails. »

ALEXANDRE PIQUARD

→ LIRE LA SUITE PAGE 9

Pascaline Dupas, Meilleure Jeune Economiste 2015

► Professeure à Stanford, la lauréate du prix organisé par *Le Monde* et par le Cercle des économistes est une spécialiste de l'aide au développement

► Ses travaux, comme ceux des nommés, visent à éclairer la décision publique

→ LIRE PAGES 6-7



CARLOS CHAVARRIA
POUR « LE MONDE »

100 000

VENTES EN KIOSQUE AU NUMÉRO

C'EST L'OBJECTIF QUE S'EST FIXÉ
« CHARLIE HEBDO »

EUROPE

L'IDÉE D'UN RÉFÉRENDUM SUR LES RÉFORMES EN GRÈCE FAIT SON CHEMIN À BRUXELLES

→ LIRE PAGE 3

INDUSTRIE

EMMANUEL MACRON REDESSINE LES 34 PLANS INDUSTRIELS D'ARNAUD MONTEBOURG

→ LIRE PAGE 4

▲ CAC 40 | 5 015 PTS + 0,44 %

▲ DOW JONES | 18 272 PTS + 0,11 %

▲ EURO-DOLLAR | 1,1392

▲ PÉTROLE | 67,55 \$ LE BARIL

▲ TAUX FRANÇAIS À 10 ANS | 0,95 %

VALEURS AU 18/05 - 9 H 30

PERSPECTIVE

Quand l'économie retourne sur le terrain

Pourquoi personne ne l'a vue venir ? » En novembre 2008, au pire de la crise financière mondiale, la reine d'Angleterre avait posé cette question naïve aux grands esprits réunis à la prestigieuse London School of Economics (LSE). Et, comme toutes les bonnes questions naïves, celle-là a plongé les chercheurs dans des abîmes de perplexité.

Une humiliation aussi pour des économistes persuadés que leurs modèles mathématiques étaient tellement fiables qu'ils pouvaient désormais analyser le présent et prévoir l'avenir. Nous ne sommes toujours pas sortis de cette interrogation existentielle. La remise du Prix du meilleur jeune économiste 2015, décerné ce lundi 18 mai par *Le Monde* et le Cercle des économistes, donne de belles pistes de réponses.

A 38 ans, Pascaline Dupas est un pur produit de l'excellence française, comme elle sait s'exporter : Ecole normale supérieure, Harvard, professeure à la prestigieuse université californienne Stanford. Et pourtant cette académique de haut vol n'est pas une fana de la théorie.

Son obsession : le terrain, l'Afrique. Aller voir ce qui se passe et comprendre. « Pourquoi l'enfant de mes amis est-il mort de la malaria ? », se demande-t-elle. Alors elle utilise la réalité comme laboratoire. Tester scientifiquement des solutions différentes et voir celles qui sont le plus efficaces.

Cette approche, théorisée par une autre lauréate du prix, Esther Duflo, aujourd'hui professeure au Massachusetts Institute of Technology (MIT), est en train de révolutionner l'aide au dé-

veloppement en se défiant des généralisations et des évidences. Et donc en écoutant des gens dont la rationalité nous échappe. « Pourquoi ce Marocain, qui n'a pas assez à manger, achète-t-il une télévision ? », s'interroge Esther Duflo dans son livre *Repenser la pauvreté* (Seuil, 2012). Qu'est-ce qui est le plus efficace pour lutter contre le paludisme : faire payer les moustiquaires ou les distribuer gratuitement ? a questionné Pascaline Dupas.

Retour à l'expérimentation

Après des décennies d'abstraction, voire de mépris des réalités sociologiques, l'expérimentation revient en force dans l'économie, grâce aussi à la puissance de l'informatique.

Et ce n'est pas le seul apanage de l'aide au développement. Deux des trois nommés pour le prix cette année pratiquent l'expérimentation pour évaluer l'impact des politiques publiques cherchant des réponses scientifiques à des questions simples dans la santé, l'éducation, l'emploi...

Reste à faire passer le message aux décideurs politiques. « En France, ce sont les croyances et les rhétoriques politiciennes qui décident des réformes fiscales et sociales », regrette Olivier Bargain, l'un de nos trois nommés. La science économique se réforme dans un bouillonnement salvateur dont pourrait s'inspirer la science politique. Faut de quoi, la prochaine question existentielle de la reine pourrait bien s'adresser à ses ministres. ■

PHILIPPE ESCANDE

Le Monde
HORS-SÉRIE
1945
UN MONDE ÉCLATÉ
SORT DE LA GUERRE

En partenariat avec
france culture

1945
Un hors-série du « Monde »
100 pages - 7,90 €
Chez votre marchand de journaux
et sur Lemonde.fr/boutique



CARLOS CHAVARRIA POUR « LE MONDE »

Prix du meilleur jeune économiste 2015

Pascaline Dupas, professeur à Stanford (Californie), a été distinguée par « Le Monde » et le Cercle des économistes, en partenariat avec le Sénat. Ses travaux sur les politiques d'éducation et de santé en Afrique, comme ceux des autres nominés sur l'emploi, la pauvreté et la régulation des marchés, visent d'abord à éclairer la décision publique

LE CERCLE DES ÉCONOMISTES

Le Prix du meilleur jeune économiste, décerné par le Cercle des économistes et *Le Monde*, et remis en partenariat avec le Sénat, vise depuis sa création il y a quinze ans à distinguer l'excellence académique, la capacité d'innovation et la participation au débat public.

Le Cercle des économistes s'est voulu depuis l'origine un lieu de débat. Notre ambition a toujours été de se contraindre à appliquer la rigueur scientifique à des sujets mis sur le devant de la scène, à faire le lien entre la politique économique et l'académisme. Même si, dans notre pays, le débat économique n'est que peu souhaité par les politiques et, dans les faits, a rarement lieu...

Le Cercle des économistes s'emploie malgré tout à travailler des thèmes au cœur de l'actualité, et par là même à encourager de jeunes économistes à s'en emparer. C'est aussi le cas du thème choisi pour chaque édition des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence, y compris cette année où nous nous confronterons à cette question si difficile, si actuelle et si prospective qu'est celle du travail.

41 candidatures dont 14 femmes

Comme chaque année, le palmarès 2015 distingue des économistes aux trajectoires variées et internationales. Il confirme le rôle du Prix du meilleur jeune économiste français, dont les lauréats ont toujours bénéficié d'un élargissement immédiat de leur notoriété auprès des médias et des autorités publiques. Leurs analyses novatrices ont vu leur diffusion s'élargir et des opportunités nouvelles d'influence ont pu s'ouvrir. L'économie retrouve toute son utilité et sa valeur à travers ce prix, qui permet à de jeunes talents d'exprimer leur compréhension du monde en devenir.

Cette année, 41 candidatures émanant

**AUJOURD'HUI,
ÊTRE L'UN DES
MEILLEURS
ÉCONOMISTES
FRANÇAIS, C'EST
AUSSI ÊTRE L'UN
DES MEILLEURS
ÉCONOMISTES
DU MONDE**

d'économistes de moins de 40 ans, dont celles de quatorze femmes, nous sont parvenues. Elles provenaient de jeunes chercheurs travaillant dans les meilleures institutions d'enseignement supérieur ou de recherche français – notamment l'École d'économie de Paris, l'École d'économie de Toulouse, Dauphine, Sciences Po, l'École polytechnique, Aix-Marseille Université, l'Insee... – et internationaux – notamment le Massachusetts Institute of Technology (MIT), Stanford, Berkeley, la London School of Economics (LSE), Louvain, le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE)... L'augmentation con-

tinue du nombre de candidats traduit la prise de conscience qu'aujourd'hui être l'un des meilleurs économistes français, c'est aussi être l'un des meilleurs économistes du monde.

La lauréate du Prix 2015, Pascaline Dupas, professeur à Stanford (Californie), est une spécialiste des politiques de développement. Elle appartient au JPAL, laboratoire d'action contre la pauvreté du MIT, fondé notamment par Esther Duflo, lauréate du Prix 2005. Ses travaux, recourant à de rigoureux protocoles d'évaluation, ont eu des conséquences importantes sur les politiques publiques dans de nombreux pays. ■

Trois candidatures ont été distinguées par une nomination.

Olivier Bargain, professeur à l'université d'Aix-Marseille, est un spécialiste d'évaluation de politique publique, notamment en matière fiscale.

Luc Behaghel, directeur de recherche à l'INRA, est lui aussi un spécialiste d'évaluation, sur des questions principalement liées à l'emploi et à l'éducation.

Edouard Challe, professeur à l'École polytechnique, mène des recherches centrées sur les liens entre le cycle économique, les chocs financiers et la politique monétaire. Ce palmarès illustre la richesse de l'école économique française.

Un prix créé par « Le Monde » et le Cercle des économistes

Le Prix du meilleur jeune économiste, créé en 2000 avec le soutien du Sénat, est destiné à valoriser les travaux – thèse ou article publié – d'un(e) chercheur(euse) français(e) âgé(e) de moins de 40 ans. Les économistes représentant le monde universitaire et les grandes écoles peuvent concourir à ce prix, destiné à couronner des travaux portant sur l'économie appliquée en prise avec le réel et participant aux débats d'actualité. Chaque membre du Cercle sélectionne cinq candidats, sur dossier comprenant une liste de travaux et deux textes représentatifs. Dix d'entre eux sont retenus, parmi lesquels sont choisis les finalistes. Enfin, un jury composé de membres du Cercle et de la rédaction du *Monde Économie & entreprise* désigne le lauréat et les nominés. Le Cercle des économistes, créé en 1992, est présidé par Jean-Hervé Lorenzi.

PALMARÈS

Les lauréats de 2000 à 2014

Bruno Amable et Agnès Benassy-Quéré (2000)
Pierre Cahuc (2001)
Philippe Martin et Thomas Piketty (2002)
Pierre-Cyrille Hautcoeur (2003)
David Martimort (2004)
Esther Duflo et Elyès Jouini (2005)
Thierry Mayer et Etienne Wasmer (2006)
David Thesmar (2007)
Pierre-Olivier Gourinchas (2008)
Yann Algan et Thomas Philippon (2009)
Emmanuel Saez (2010)
Xavier Gabaix (2011)
Hippolyte d'Albis (2012)
Emmanuel Farhi (2013)
Augustin Landier (2014)

Pascaline Dupas : « Privilégier le terrain à la théorie »

La lauréate 2015 a « toujours préféré l'approche concrète de l'économie, l'observation directe de la réalité »

ENTRETIEN

Pascaline Dupas, 38 ans, est professeure associée à l'université Stanford (Californie).

Vos recherches concernent les investissements des ménages et des gouvernements africains dans le domaine de la santé et de l'éducation. Pourquoi cette spécialisation ?

J'ai toujours privilégié l'approche concrète des questions économiques, et donc l'observation directe de la réalité. L'éducation et la santé sont deux facteurs essentiels de la productivité du travail, et donc de l'accroissement du produit intérieur brut, dans tous les pays. En Afrique, la question est de savoir pourquoi un taux élevé de morbidité et de mortalité, ou encore la faiblesse du niveau d'éducation persistent malgré les investissements consentis. C'est en étudiant les comportements des parents, des enfants, des enseignants, des institutions que l'on peut déterminer quel type de politique publique il convient de mettre en œuvre pour améliorer la situation.

Comment avez-vous été amenée à travailler sur ces questions ?

Avant de faire ma thèse, je voulais absolument passer un an en Afrique, sur le terrain. L'École normale supérieure ne m'aurait pas cette opportunité, mais m'a permis d'obtenir une bourse pour Harvard, où j'ai rencontré Esther Duflo et Michael Kremer, qui faisaient déjà des études de terrain quelques années avant qu'ils ne créent The Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab, laboratoire d'action contre la pauvreté au Massachusetts Institute of Technology. Du jour au lendemain, j'ai pu partir au Kenya, pour un an. J'y avais des amis, qui ont perdu leur enfant tué par la malaria. J'ai voulu comprendre pourquoi. Je me suis intéressée au prix optimal des traitements et de la prévention, par exemple les moustiquaires antipa-

« Je me suis intéressée au prix optimal des traitements antipaludéens, j'ai conclu à l'efficacité de la gratuité totale »

ludéennes, et j'ai conclu à l'efficacité de la gratuité totale. Je me suis intéressée à l'organisation optimale des classes dans les écoles kényanes, aux meilleures modalités de distribution de produits de purification de l'eau, ou encore à la bonne façon d'informer les jeunes filles sur les risques du sida... En fait, j'ai travaillé sur ce qui me sautait aux yeux en vivant là-bas.

Mais selon une méthodologie expérimentale extrêmement précise ?

Oui. Il s'agissait de comparer des groupes tests et des groupes témoins, afin de déterminer les dispositifs les plus efficaces. Une classe de CP au Kenya, c'est en général 90 enfants assis par terre, dans un hangar, face à un maître. Comment, dans ces conditions, améliorer la performance scolaire ? Réduire la taille de chaque classe ? Cela coûte cher, il faut multiplier le nombre d'instituteurs. Faut-il répartir les élèves par niveau homogène ? Cela facilite le travail de l'enseignant, mais risque d'accroître les inégalités. Mélanger tous les niveaux ? Le risque est d'inciter l'enseignant à ne s'occuper que des meilleurs. Nous avons expérimenté les deux formules, avec 70 écoles composées de classes par niveau, et 70 écoles composées de classes hétérogènes, toutes ces classes bénéficiant d'un instituteur supplémentaire, mais novice et peu payé. La conclusion est que les classes de niveau amélioreraient la performance de tous les élèves, à condition de confier les classes les moins bonnes aux profes-

seurs les plus motivés. Mais l'écart entre les élèves s'accroît.

Autre exemple, le gouvernement marocain nous a consultés sur un mode de distribution des allocations familiales lié à l'absentéisme scolaire. Nous avons, là encore, appliqué différents dispositifs dans des villages témoins : lien ou non avec l'absentéisme, distribution au père ou à la mère. Il s'est avéré que l'apport des allocations augmente la scolarisation et l'apprentissage, sans que son versement ait besoin d'être conditionné à la présence à l'école, et quel que soit le sexe du parent bénéficiaire.

De tels résultats sont-ils suivis de modifications effectives des politiques publiques ?

Dans le cas de la gratuité des produits antipaludéens, oui. Le Department for International Development, équivalent britannique de l'Agence française de développement, a, par exemple, exigé des gouvernements bénéficiaires de ses programmes la gratuité pour les femmes enceintes. Mes conclusions sur l'information concernant le sida ont été reprises dans un rapport de la Banque mondiale ; une dizaine d'ONG m'ont consultée et ont réorienté leurs actions en conséquence.

Je ne prétends pas que mon travail est prescriptif ; il invite les décideurs à considérer des modalités d'action qui peuvent être contraires aux représentations économiques dominantes ou à en éliminer d'autres, selon le contexte. Le plus intéressant, c'est lorsqu'on découvre qu'une expérimentation marche en contradiction avec ce que suggère la théorie économique. Le « signal prix » n'est pas forcément le plus efficace sur un marché comme le médicament ou l'éducation, car il n'y a pas lieu de « sélectionner » ceux qui ont vraiment besoin de ceux qui peuvent profiter d'un effet d'aubaine : car tout le monde est intéressé par la santé ou l'éducation.

De même, de façon contre-intuitive par rapport à l'idée traditionnelle de la « gabegie » et de la cor-

ruption en Afrique, j'ai pu estimer, avec l'exemple des moustiquaires gratuites, qu'à peine 15 % des moustiquaires, volées ou revendues, ne parvenaient pas à ceux à qui elles étaient destinées, et que cela représentait un coût très inférieur au bénéfice du dispositif en matière de santé publique.

Une autre enquête, sur la décentralisation du versement des sub-

ventions publiques auprès des chefs de village, a montré que le clientélisme supposé que cela engendre n'a pas des résultats forcément aussi négatifs que l'on pense. L'évaluation traditionnelle de ces programmes s'attache aux inégalités d'avoirs des ménages selon qu'ils bénéficient ou non des fa-veurs du chef. Notre étude de terrain au Malawi a montré qu'il fal-

lait plutôt observer la variation de la consommation des ménages ; car on voit que la bonne connaissance qu'a le chef des besoins et des capacités des ménages en temps réel lui permet de mettre en place un système redistributif qui présente plus d'avantages que d'inconvénients. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ANTOINE REVERCHON

Olivier Bargain : « La rhétorique politicienne décide des réformes »

Vous travaillez sur l'évaluation des politiques publiques fiscales et sociales, notamment leur impact sur l'emploi, le bien-être et la pauvreté. Quels sont les objectifs de vos recherches ?

Aider les décideurs politiques à calibrer et améliorer le « design » des réformes prévues, en croisant deux méthodes d'évaluation. D'une part, l'approche traditionnelle, utilisant des modèles microéconomiques simulant leurs effets ; d'autre part, l'approche quasi expérimentale. La première m'a permis de simuler en 1998-1999 les effets de la prime pour l'emploi (PPE) alors envisagée par le gouvernement. L'approche expérimentale m'a permis en 2012 de conclure, après l'observation de l'emploi des jeunes accédant à 25 ans au RMI, que celui-ci, contrairement à l'hypothèse alors dominante, ne les dissuadait pas de chercher un travail : l'effet de « trappe à inactivité » ne jouait que très marginalement.

Le croisement de ces méthodes me conduit à recommander une extension du RSA (qui a remplacé le RMI) aux jeunes de moins de 25 ans. Elle permettrait de lutter efficacement contre la pauvreté là où elle se concentre, c'est-à-dire chez les jeunes.

Pourquoi mêler ces deux méthodes ?

Car pour capturer les paramètres comportementaux utilisés dans les simulations, l'approche (quasi) expérimentale est plus robuste que les modèles traditionnels, reposant sur des hypothèses de comportements pas toujours réalistes. Mais les modèles ont leurs vertus : si l'on ne modélise pas le résultat des expérimentations, on ne peut pas appliquer ces résul-

tats à la conception d'autres réformes.

Qu'est-ce qui vous a amené à l'économie ?

Un économiste doit être utile à la société. J'ai commencé par des études de gestion à l'ESCP. Le directeur d'alors, Pascal Morand, m'a incité à suivre des cours d'économie ; j'ai pu rencontrer des chercheurs qui, comme François Bourguignon, sont capables de relier la théorie avec l'analyse empirique.

Les travaux de recherche peuvent-ils orienter les politiques publiques en France ?

Nos travaux sur la PPE et le RSA ont été appréciés, mais le « design optimal » que nous préconisons n'a pas été suivi. Avec un impôt sans décalage temporel, la PPE aurait permis d'ajuster en temps réel la lutte contre la pauvreté ! En France, ce sont les croyances et la rhétorique politicienne qui décident des réformes fiscales et sociales. En Irlande, où j'ai enseigné de 2006 à 2011, j'ai été associé à la conception de la réforme des allocations familiales. Au Royaume-Uni, l'Institute for Fiscal Studies emploie cinquante chercheurs pour évaluer les politiques publiques. En Allemagne, cinq instituts concurrents remplissent cette tâche. En France, nous commençons à peine à coopérer entre l'Institut des politiques publiques (IPP) de l'École d'économie de Paris, le Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques (LIEPP) de Sciences Po Paris, et l'IDEP à Marseille. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR A. R.



Nominé 39 ans
Directeur scientifique de l'Institut d'économie publique (IDEP) à Aix-Marseille Université

Edouard Challe : « Les bulles mènent au surdéveloppement de la finance »

Sur quoi portent vos recherches ?

Mon premier champ d'investigation porte sur l'épargne de précaution. Je m'intéresse à la façon dont les ménages réagissent lorsqu'ils sont confrontés à une incertitude sur leur avenir telle que le risque de chômage : ils épargnent plutôt que de consommer, ce qui contribue au tassement de la demande et aggrave les crises économiques, comme on a pu le constater ces dernières années. Cela influence aussi la façon dont les politiques budgétaires et monétaires fonctionnent. Le but de mes recherches est de construire des modèles macroéconomiques intégrant l'évolution de l'épargne de précaution, et aidant à mener des politiques économiques plus adaptées. Mon second objet d'étude porte sur les bulles spéculatives et l'instabilité financière.

Comment les bulles financières influencent-elles l'économie ?

En plus de l'instabilité qu'elles induisent, les bulles financières conduisent à un surdéveloppement du secteur financier. Dans les économies de bulles, les jeunes talents, attirés par les perspectives de gains, se dirigent massivement vers la finance, au détriment des autres secteurs et, donc, de la croissance. Il s'agit d'une situation sous-optimale.

Une autre partie de mes travaux porte sur l'influence de la composition des conseils d'administration sur la stratégie des entreprises françaises. Le fait qu'il y ait plus d'indépendants, de femmes ou d'étrangers change-t-il quelque chose ? Nos résultats montrent que l'indépendance des conseils d'administration n'est pas gage de meilleure performance.

Avant d'avoir obtenu un doctorat d'économie, vous avez été diplômé d'un DEA d'économie et d'un DEA de philosophie. Pourquoi avoir suivi ces deux cursus ?

Peu après le bac, j'ai découvert la philosophie, qui m'a passionné, et j'ai choisi de suivre les deux cursus en parallèle. J'ai pris goût à l'économie à partir de la maîtrise, notamment grâce à l'enseignement de Michel Aglietta, qui est devenu mon directeur de thèse. C'est de cette période que date mon intérêt pour les interactions entre sphère économique et sphère financière, et les phénomènes d'instabilité macroéconomique qui en résultent.

Le bouillonnement de la recherche en économie m'a séduit. Les mutations du monde économique provoquent une réflexion intellectuelle permanente : c'est stimulant. Les défis sont encore plus nombreux depuis la crise de 2009.

Depuis le choc des crédits immobiliers risqués, les banques centrales, qui se sont lancées dans des politiques monétaires ultra-accommodantes, ne risquent-elles pas de favoriser la création de bulles ?

Les politiques monétaires expansionnistes risquent toujours de créer des déséquilibres et de la volatilité excessive sur les marchés. Mais, lorsque les économies sont au bord du gouffre déflationniste, comme c'est le cas en zone euro, il convient de mettre en œuvre tous les outils monétaires pour l'éviter. Ni le risque de bulle financière ni le risque inflationniste ne sont de premier ordre, aujourd'hui. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MARIE CHARREL



Nominé 40 ans
Directeur de recherche au CNRS et chargé de cours à l'École polytechnique

Luc Behaghel : « Pôle emploi a été plus efficace et moins coûteux que le privé »

Vous êtes un spécialiste de l'évaluation des politiques publiques. Quel est l'apport de vos travaux à cette discipline ?

Le fil rouge de tous mes travaux est la lutte contre la pauvreté et les inégalités, par l'évaluation des politiques publiques dans trois domaines : la politique de l'emploi (accompagnement renforcé des demandeurs d'emploi, CV anonyme), l'éducation (internat d'excellence), le développement. Sur tous ces sujets, les théories économiques intelligentes sont nombreuses, mais trop nombreuses pour être toutes vraies.

C'est ce constat qui m'a conduit à mener mes recherches par l'évaluation microéconomique de politiques et de dispositifs précis. L'évaluation selon l'approche du test clinique (avec un groupe test et un groupe témoin déterminés par tirage au sort) contraint les pouvoirs publics à se donner les moyens de sortir de la controverse idéologique et d'être surpris. Si je suis décideur, tous les arguments peuvent être bons, mais seul le test clinique, transparent et robuste, est un outil efficace pour donner un conseil pertinent.

En quoi vos travaux sur l'évaluation de l'accompagnement des chômeurs ont-ils répondu à l'actualité ?

L'idée, quand nous avons commencé en 2006, était de se concentrer sur le risque de chômage de longue durée, et de mettre l'accent sur une forme d'accompagnement qui tienne à la fois du coaching et d'un travail d'intermédiation plus poussé.

Le manque de ressources humaines, toujours d'actualité, a incité, alors, les pouvoirs publics à confier ce rôle à des

opérateurs privés. L'Unedic poussait très fort en ce sens, au grand dam des collaborateurs de Pôle emploi (alors ANPE), qui voyaient une non-reconnaissance de leur travail. Mais, contrairement à la conviction des pouvoirs publics, notre évaluation a démontré que le travail d'accompagnement renforcé réalisé par l'ANPE était plus efficace et moins coûteux que celui du secteur privé. Il augmentait de 20 % à 25 % les taux de retour à l'emploi, tandis que les effets des programmes privés étaient d'un tiers plus faibles.

Les conclusions de ces évaluations ont-elles été prises en compte par les pouvoirs publics ?

Oui. La déception face au manque d'efficacité des opérateurs privés alors que les attentes étaient très élevées a marqué les esprits. La légitimité de Pôle emploi dans son rôle d'accompagnement personnalisé des populations les plus fragiles fut ainsi avérée et peu discutable. L'idée d'allouer des moyens supplémentaires sacrés à un groupe à risque de chômage de longue durée est, depuis lors, acquise. Dans la nouvelle « offre de services » de Pôle emploi, il y a désormais trois modalités d'accompagnement, dont celui renforcé, qui est directement inspiré de ces expérimentations.

Ce qui reste à approfondir est la bonne articulation entre Pôle emploi et les sous-traitants dans les services proposés aux chômeurs. On ne peut, désormais, plus ignorer ce type d'évaluation. Sur des débats fondamentaux comme la lutte contre l'inégalité face à l'emploi, cela vaut la peine de faire ce type d'investissement. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNE RODIER



Nominé 40 ans
Directeur de recherche INRA au sein de l'École d'économie de Paris et membre du réseau J-Pal - Laboratoire d'action contre la pauvreté